

Geschäftsverzeichnisnr. 7168
Entscheid Nr. 122/2020 vom 24. September 2020

## ENTSCHEID

---

*In Sachen:* Klage auf völlige oder teilweise Nichtigkeitklärung des Gesetzes vom 15. Oktober 2018 « über den freiwilligen Schwangerschaftsabbruch, zur Aufhebung der Artikel 350 und 351 des Strafgesetzbuches, zur Abänderung der Artikel 352 und 383 desselben Gesetzbuches und zur Abänderung verschiedener Gesetzesbestimmungen », erhoben von der faktischen Vereinigung « Citoyens pour la vie / Burgers voor het leven » und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten F. Daoût und A. Alen, und den Richtern L. Lavrysen, J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman und M. Pâques, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Präsidenten F. Daoût,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

\*

\* \*

## I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 26. April 2019 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 29. April 2019 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung des Gesetzes vom 15. Oktober 2018 « über den freiwilligen Schwangerschaftsabbruch, zur Aufhebung der Artikel 350 und 351 des Strafgesetzbuches, zur Abänderung der Artikel 352 und 383 desselben Gesetzbuches und zur Abänderung verschiedener Gesetzesbestimmungen » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 29. Oktober 2018): die faktische Vereinigung « Citoyens pour la vie / Burgers voor het leven », Pascale Bultez, Jonatan Cortes, Thierry Fobe, Thierry Lethé, Henri Marechal, Georges Paraskevaidis und Vincent Piessevaux, unterstützt und vertreten durch RA. L. Janssens de Varebeke und RA L. Ponteville, in Brüssel zugelassen.

Schriftsätze wurden eingereicht von

- der VoG « Société Médicale Belge de Saint-Luc », vertreten durch ihren Präsidenten,
- der VoG « Centre d'Action Laïque » und der « Unie Vrijzinnige Verenigingen », unterstützt und vertreten durch RÄin P. Minsier und RÄin O. Venet, in Brüssel zugelassen,
- dem Ministerrat, unterstützt und vertreten durch RA E. de Lophem, RA S. Depré, RÄin C. Pietquin und RÄin C. Nennen, in Brüssel zugelassen.

Die klagenden Parteien haben einen Erwidierungsschriftsatz eingereicht.

Gegenerwidierungsschriftsätze wurden eingereicht von

- der VoG « Centre d'Action Laïque » und der « Unie Vrijzinnige Verenigingen »,
- dem Ministerrat.

Durch Anordnung vom 22. April 2020 hat der Gerichtshof nach Anhörung der referierenden Richter J.-P. Moerman, in Vertretung des Ehrenrichters J.-P. Snappe, und L. Lavrysen beschlossen, dass die Rechtssache verhandlungsreif ist, dass keine Sitzung abgehalten wird, außer wenn eine Partei innerhalb von sieben Tagen nach Erhalt der Notifizierung dieser Anordnung einen Antrag auf Anhörung eingereicht hat, und dass vorbehaltlich eines solchen Antrags die Verhandlung am 6. Mai 2020 geschlossen und die Rechtssache zur Beratung gestellt wird.

Infolge der Anträge mehrerer Parteien auf Anhörung hat der Gerichtshof durch Anordnung vom 20. Mai 2020 den Sitzungstermin auf den 17. Juni 2020 anberaumt.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 17. Juni 2020

- erschienen
- . RA L. Ponteville und Vincent Piessevaux, persönlich, für die klagenden Parteien,

. Henri Marechal, Präsident der VoG « Société Médicale Belge de Saint-Luc », persönlich (intervenierende Partei),

. RÄin O. Venet, für die VoG « Centre d'Action Laïque » und die VoG « Unie Vrijzinnige Verenigingen » (intervenierende Parteien),

. RA E. de Lophem, ebenfalls *loco* RA S. Depré, für den Ministerrat,

- haben die referierenden Richter J.-P. Moerman und L. Lavrysen Bericht erstattet,
- wurden die vorgenannten Parteien angehört,
- wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Die Vorschriften des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, die sich auf das Verfahren und den Sprachgebrauch beziehen, wurden zur Anwendung gebracht.

## II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

### *In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen und deren Kontext*

B.1.1. Das Gesetz vom 15. Oktober 2018 « über den freiwilligen Schwangerschaftsabbruch, zur Aufhebung der Artikel 350 und 351 des Strafgesetzbuches, zur Abänderung der Artikel 352 und 383 desselben Gesetzbuches und zur Abänderung verschiedener Gesetzesbestimmungen » (nachstehend: das angefochtene Gesetz) ändert insbesondere die Rechtsvorschriften zum Schwangerschaftsabbruch ab, der zuvor in den Artikeln 348 ff. des Strafgesetzbuches geregelt war.

B.1.2. Das angefochtene Gesetz bestimmt insbesondere:

#### « CHAPITRE 2. — *Conditions et procédure*

Art. 2. La femme enceinte peut demander à un médecin d'interrompre sa grossesse dans les conditions suivantes :

1° L'interruption de grossesse doit :

a) sans préjudice des 3° et 5°, intervenir avant la fin de la douzième semaine de la conception;

b) être pratiquée, dans de bonnes conditions médicales, par un médecin, dans un établissement de soins où existe un service d'information qui accueille la femme enceinte et lui donne des informations circonstanciées, notamment sur les droits, aides et avantages garantis par la loi et les décrets aux familles, aux mères célibataires ou non, et à leurs enfants, ainsi que sur les possibilités offertes par l'adoption de l'enfant à naître et qui, à la demande soit du médecin soit de la femme, accorde à celle-ci une assistance et des conseils sur les moyens auxquels elle peut avoir recours pour résoudre les problèmes psychologiques et sociaux posés par sa situation.

2° Le médecin sollicité par une femme en vue d'interrompre sa grossesse doit :

a) informer celle-ci des risques médicaux actuels ou futurs qu'elle encourt à raison de l'interruption de grossesse;

b) rappeler les diverses possibilités d'accueil de l'enfant à naître et faire appel, le cas échéant, au personnel du service d'information visé au 1°, b), pour accorder l'assistance et donner les conseils qui y sont visés;

c) s'assurer de la détermination de la femme à faire pratiquer une interruption de grossesse. L'appréciation de la détermination de la femme enceinte qui conduit le médecin à accepter d'intervenir, est souveraine lorsque les conditions prévues au présent article sont respectées.

3° Le médecin ne peut au plus tôt, pratiquer l'interruption de grossesse que six jours après la première consultation prévue, sauf s'il existe une raison médicale urgente pour la femme d'avancer l'interruption de grossesse. Si la première consultation a lieu moins de six jours avant l'échéance du délai visé au 1°, a), ce délai est prolongé au prorata du nombre de jours non écoulés du délai de six jours. Toutefois lorsque le dernier jour de cette prolongation est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, l'interruption de grossesse peut être pratiquée le jour ouvrable suivant.

4° L'intervention ne peut avoir lieu qu'après que l'intéressée a exprimé par écrit, le jour de l'intervention, sa détermination à y faire procéder. Cette déclaration est versée au dossier médical.

5° Au-delà du délai de douze semaines, prolongé le cas échéant conformément au 3°, la grossesse peut, sous les conditions prévues aux 1°, b), et 2° à 4°, être interrompue volontairement seulement si la poursuite de la grossesse met en péril grave la santé de la femme ou lorsqu'il est certain que l'enfant à naître sera atteint d'une affection d'une particulière gravité et reconnue comme incurable au moment du diagnostic. Dans ce cas, le médecin sollicité s'assure le concours d'un deuxième médecin, dont l'avis est joint au dossier.

6° Le médecin ou toute autre personne qualifiée de l'établissement de soins où l'intervention a été pratiquée, doit assurer l'information de la femme en matière de contraception.

7° Aucun médecin, aucun infirmier ou infirmière, aucun auxiliaire médical n'est tenu de concourir à une interruption de grossesse. Le médecin sollicité est tenu d'informer l'intéressée, dès la première visite, de son refus d'intervention. Il indique dans ce cas les coordonnées d'un autre médecin, d'un centre d'interruption de grossesse ou d'un service hospitalier qu'elle peut solliciter pour une nouvelle demande d'interruption de grossesse. Le médecin qui refuse l'interruption volontaire transmet le dossier médical au nouveau médecin consulté par la femme.

### CHAPITRE 3. — *Disposition pénale*

Art. 3. Celui qui aura fait avorter une femme qui y a consenti en dehors des conditions prévues à l'article 2 sera condamné à un emprisonnement de trois mois à un an et à une amende de cent euros à cinq cents euros.

Celui qui tente d'empêcher une femme d'accéder librement à un établissement de soins pratiquant des interruptions volontaires de grossesse sera condamné à un emprisonnement de trois mois à un an et à une amende de cent euros à cinq cents euros.

La femme qui, volontairement, aura fait pratiquer un avortement en dehors des conditions prévues à l'article 2 sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cinquante euros à deux cents euros.

Lorsque les moyens employés dans le but de faire avorter la femme auront causé la mort, celui qui les aura administrés ou indiqués dans ce but sera condamné à la réclusion de cinq ans à dix ans, si la femme a consenti à l'avortement, mais que l'intervention a été pratiquée en dehors des conditions prévues à l'article 2.

Les dispositions du livre Ier, y compris celles du chapitre VII et l'article 85 du Code pénal sont d'application aux infractions visées par la présente loi.

[...]

### CHAPITRE 5. — *Modifications du Code pénal*

Art. 5. Les articles 350 et 351 du Code pénal, remplacés par la loi du 3 avril 1990 et modifiés par la loi du 26 juin 2000, sont abrogés.

Art. 6. L'article 352 du même Code, remplacé par la loi du 23 janvier 2003, est remplacé par ce qui suit :

‘ Art. 352. Lorsque les moyens employés dans le but de faire avorter la femme qui n'y a pas consenti auront causé la mort, celui qui les aura administrés ou indiqués dans ce but sera condamné à la réclusion de dix ans à quinze ans. ’.

Art. 7. Dans l'article 383 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 26 juin 2000, les phrases ‘ Quiconque aura, soit par l'exposition, la vente ou la distribution d'écrits imprimés ou non, soit par tout autre moyen de publicité, préconisé l'emploi de moyens quelconques de faire avorter une femme, aura fourni des indications sur la manière de se les procurer ou de s'en servir ou aura fait connaître, dans le but de les recommander, les personnes qui les appliquent. ’ et ‘ Quiconque aura exposé, vendu, distribué, fabriqué ou fait fabriquer,

fait importer, fait transporter, remis à un agent de transport ou de distribution, annoncé par un moyen quelconque de publicité les drogues ou engins spécialement destinés à faire avorter une femme ou annoncés comme tels; ' sont abrogées ».

B.1.3. Das angefochtene Gesetz ändert die Rechtsvorschriften in den folgenden Punkten ab: Der freiwillige Schwangerschaftsabbruch wird aus dem Strafgesetzbuch gestrichen und in ein eigenes Gesetz für den freiwilligen Schwangerschaftsabbruch unter Beibehaltung der strafrechtlichen Sanktionen aufgenommen; die Bedingung der « Notlage » der Schwangeren wird gestrichen; die Wartezeit von sechs Tagen wird differenzierter gestaltet; eine Pflicht zur Weiterverweisung wird eingeführt; eine neue Straftat ist für denjenigen vorgesehen, der eine Frau am freien Zugang zu einer Pflegeeinrichtung hindert, und das Werbeverbot wird abgeschafft.

Die Bestimmungen, die sich auf den Schwangerschaftsabbruch ohne Einwilligung der Frau beziehen, werden im Strafgesetzbuch beibehalten (siehe die Artikel 348, 349 und 352 des Strafgesetzbuches).

#### *In Bezug auf die Zulässigkeit der Klage*

B.2. Die erste klagende Partei « Citoyens pour la vie / Burgers voor het leven » ist eine faktische Vereinigung. Eine solche Vereinigung hat nicht die Rechtsfähigkeit, um eine Nichtigkeitsklage beim Gerichtshof einzureichen.

Die sieben anderen klagenden Parteien sind natürliche Personen, die geltend machen, dass das angefochtene Gesetz sie direkt in ihrer Eigenschaft als verheirateter Mann, als Vater oder Mutter, als Großvater oder Großmutter betreffe, da es ihren gegenwärtigen oder künftigen Töchtern oder Enkelinnen oder gegebenenfalls ihren Ehefrauen erlaube, einen Schwangerschaftsabbruch zu verlangen, oder es den Zugang dazu einfacher mache.

Insofern sie den freiwilligen Schwangerschaftsabbruch regeln, könnten die angefochtenen Rechtsvorschriften das Familienleben dieser klagenden Parteien unmittelbar beeinflussen. Diese weisen das erforderliche Interesse nach.

## *Zur Hauptsache*

### *In Bezug auf den ersten Klagegrund*

B.3. Der erste Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 23 Absatz 1 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 2 der Europäischen Menschenrechtskonvention und im Lichte von Artikel 1 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union, der Präambel des Übereinkommens über die Rechte des Kindes und Artikel 6 Absatz 5 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte.

Die klagenden Parteien führen im Wesentlichen an, dass der Gesetzgeber durch die Abschaffung des für ein ungeborenes Kind vorgesehenen Schutzes des Strafrechts das Recht auf Leben und auf Menschenwürde dieses ungeborenen Kindes verletzt habe. Sie bestreiten, dass der Gesetzgeber in ethischen Angelegenheiten über einen breiten Ermessensspielraum verfügen würde.

B.4. Artikel 2 der Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

« (1) Das Recht eines jeden Menschen auf das Leben wird gesetzlich geschützt. Abgesehen von der Vollstreckung eines Todesurteils, das von einem Gericht im Falle eines mit der Todesstrafe bedrohten Verbrechens ausgesprochen worden ist, darf eine absichtliche Tötung nicht vorgenommen werden.

(2) Die Tötung wird nicht als Verletzung dieses Artikels betrachtet, wenn sie sich aus einer unbedingt erforderlichen Gewaltanwendung ergibt:

a) um die Verteidigung eines Menschen gegenüber rechtswidriger Gewaltanwendung sicherzustellen;

b) um eine ordnungsgemäße Festnahme durchzuführen oder das Entkommen einer ordnungsgemäß festgehaltenen Person zu verhindern;

c) um im Rahmen der Gesetze einen Aufruhr oder einen Aufstand zu unterdrücken ».

Artikel 1 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union bestimmt:

« Die Würde des Menschen ist unantastbar. Sie ist zu achten und zu schützen ».

Artikel 6 Absatz 5 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte bestimmt:

« Die Todesstrafe darf für strafbare Handlungen, die von Jugendlichen unter 18 Jahren begangen worden sind, nicht verhängt und an schwangeren Frauen nicht vollstreckt werden ».

B.5.1. Weder in den Artikeln 10, 11 und 23 der Verfassung noch in den im Klagegrund angeführten internationalen Bestimmungen ist selbst festgelegt, dass das menschliche Wesen ab seiner Empfängnis den von ihnen gewährleisteten Schutz genießen würde.

Insbesondere ist den Bestimmungen des internationalen Vertragsrechts, auf die sich die klagenden Parteien berufen, nicht zu entnehmen, dass die Zustimmung, die ihnen der belgische Staat erteilt hat, die verfassungsmäßige Gewährleistung gleicher Rechte für lebende Personen und ungeborene Kinder beinhalten würde. Zwar erlegen gewisse Bestimmungen, die in mehreren von den klagenden Parteien geltend gemachten Vertragswerken vorkommen, den vertragsschließenden Parteien die Verpflichtung auf, geeignete Maßnahmen zu ergreifen, damit eine Schwangerschaft unter optimalen Verhältnissen zu Ende geführt werden kann. Außerdem gibt es namentlich im belgischen Zivil- und Sozialrecht Gesetzesbestimmungen, die die Interessen und Gesundheit des ungeborenen Kindes seit seiner Konzeption schützen.

Wenngleich die Verpflichtung, das menschliche Leben zu achten, den Gesetzgeber dazu verpflichtet, Maßnahmen zu ergreifen, um auch das ungeborene Leben zu schützen, lässt sich hieraus jedoch nicht schließen, dass der Gesetzgeber bei sonstiger Missachtung der Artikel 10 und 11 der Verfassung dazu verpflichtet wäre, das geborene und das ungeborene Kind auf die gleiche Weise zu behandeln.

Mit ihrem Urteil *Vo gegen Frankreich* vom 8. Juli 2004 hat die Große Kammer des Europäischen Gerichtshofs für Menschenrechte geurteilt:

« 80. Il ressort de ce rappel jurisprudentiel que dans les circonstances examinées par les organes de la Convention à ce jour, à savoir les législations régissant l'avortement, l'enfant à naître n'est pas considéré comme une ' personne ' directement bénéficiaire de l'article 2 de la Convention et que son ' droit ' à la ' vie ', s'il existe, se trouve implicitement limité par les droits et les intérêts de sa mère. Les organes de la Convention n'excluent toutefois pas que, dans certaines circonstances, des garanties puissent être admises au bénéfice de l'enfant non encore né; c'est ce que paraît avoir envisagé la Commission lorsqu'elle a considéré que ' l'article 8 § 1 ne peut s'interpréter comme signifiant que la grossesse et son interruption

relèvent, par principe, exclusivement de la vie privée de la mère ' (*Brüggemann et Scheuten* précité, pp. 138-139, § 61), ainsi que la Cour dans la décision *Boso* précitée. Il résulte, par ailleurs, de l'examen de ces affaires que la solution donnée procède toujours de la confrontation de différents droits ou libertés, parfois contradictoires, revendiqués par une femme, une mère ou un père, entre eux, ou vis-à-vis de l'enfant à naître.

[...]

82. [...]

Il en résulte que le point de départ du droit à la vie relève de la marge d'appréciation des États dont la Cour tend à considérer qu'elle doit leur être reconnue dans ce domaine, même dans le cadre d'une interprétation évolutive de la Convention, qui est ' un instrument vivant, à interpréter à la lumière des conditions de vie actuelles ' (voir l'arrêt *Tyrer c. Royaume-Uni* du 25 avril 1978, série A, n° 26, pp. 15-16, § 31, et la jurisprudence ultérieure).

[...]

85. [...] la Cour est convaincue qu'il n'est ni souhaitable ni même possible actuellement de répondre dans l'abstrait à la question de savoir si l'enfant à naître est une ' personne ' au sens de l'article 2 de la Convention [...] » (EuGHMR, Große Kammer, 8. Juli 2004, *Vo gegen Frankreich*, §§ 80, 82 und 85; siehe auch Große Kammer, 16. Dezember 2010, *A, B und C gegen Irland*, §§ 229-237).

Die Artikel 10, 11 und 23 der Verfassung schreiben nicht vor, dass ein ungeborenes Kind rechtlich in jeder Beziehung einer geborenen und lebenden Person gleichgestellt ist.

B.5.2. Was Artikel 5 § 4 des Gesetzes vom 19. Dezember 2003 « über den Europäischen Haftbefehl » betrifft, der Handlungen zum freiwilligen Schwangerschaftsabbruch und Sterbehilfehandlungen aus der Qualifizierung der vorsätzlichen Tötung ausschließt, bezweckt er – wie im Gutachten des Staatsrates zum Vorentwurf dieses Gesetzes erwähnt –, « den auf europäischer Ebene zum Ausdruck gebrachten Willen, diese Straftaten von der Liste in Artikel 2 Absatz 2 des Rahmenbeschlusses [2002/584/JI des Rates der Europäischen Union vom 13. Juni 2002 ' über den Europäischen Haftbefehl und die Übergabeverfahren zwischen den Mitgliedstaaten ' ] zu entfernen, auch wenn dieser Wille in dem Rahmenbeschluss nicht ausdrücklich zum Ausdruck gekommen ist, zu berücksichtigen » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2003-2004, DOC 51-279/001, SS. 14-15).

Im Gegensatz zu dem, was die klagenden Parteien anführen, kann aus dieser Bestimmung nicht im Umkehrschluss abgeleitet werden, dass der Gesetzgeber einen freiwilligen

Schwangerschaftsabbruch, der nicht unter den gesetzlichen Bedingungen vorgenommen wird, als Tötung hätte ansehen wollen.

Die gleiche Feststellung gilt für den Umkehrschluss, den die klagenden Parteien aus dem vorerwähnten Artikel 6 Absatz 5 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte ziehen.

B.6. Der erste Klagegrund ist unbegründet.

*In Bezug auf den zweiten Klagegrund*

B.7. Der zweite Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 23 Absatz 1 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 2 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit den Artikeln 4, 5 und 10 des Übereinkommens über die Rechte von Menschen mit Behinderungen sowie im Lichte der Artikel 1 und 3 Absatz 2 Buchstabe b der Charta der Grundrechte der Europäischen Union und der Artikel 2, 6 und 17 der Allgemeinen Erklärung über das menschliche Genom und Menschenrechte.

Die klagenden Parteien führen an, dass Artikel 2 Nr. 5 des angefochtenen Gesetzes eine Selektion menschlicher Wesen, je nachdem, ob sie an einer schweren und unheilbaren Erkrankung leiden oder nicht, erlauben würde, was gegen das Verbot eugenischer Praktiken sowie gegen die Vertragsbestimmungen, die die Rechte von Menschen mit Behinderungen schützen, verstoßen würde.

B.8. Der Gerichtshof ist nicht befugt, Gesetzesbestimmungen anhand von internationalen Bestimmungen, an die Belgien nicht gebunden ist, zu überprüfen.

Dies gilt für die Allgemeine Erklärung über das menschliche Genom und die Menschenrechte, auf deren Verletzung sich die klagenden Parteien berufen, ebenso wie für die Empfehlungen des Ausschusses für die Rechte von Menschen mit Behinderungen.

B.9.1. Das Übereinkommen über die Rechte von Menschen mit Behinderungen vom 13. Dezember 2006 bestimmt:

« [...]

Art. 4. *Allgemeine Verpflichtungen*

(1) Die Vertragsstaaten verpflichten sich, die volle Verwirklichung aller Menschenrechte und Grundfreiheiten für alle Menschen mit Behinderungen ohne jede Diskriminierung aufgrund von Behinderung zu gewährleisten und zu fördern. [...]

[...]

Art. 5. *Gleichberechtigung und Nichtdiskriminierung*

[...]

(2) Die Vertragsstaaten verbieten jede Diskriminierung aufgrund von Behinderung und garantieren Menschen mit Behinderungen gleichen und wirksamen rechtlichen Schutz vor Diskriminierung, gleichviel aus welchen Gründen.

[...]

Art. 10. *Recht auf Leben*

Die Vertragsstaaten bekräftigen, dass jeder Mensch ein angeborenes Recht auf Leben hat, und treffen alle erforderlichen Maßnahmen, um den wirksamen und gleichberechtigten Genuss dieses Rechts durch Menschen mit Behinderungen zu gewährleisten.

[...] ».

B.9.2. Aus dem in B.5.1 Erwähnten folgt, dass die in B.9.1 zitierten Bestimmungen im vorliegenden Fall nicht anwendbar sind und dass sie nicht als Referenznormen herangezogen werden können, um die Gültigkeit der angefochtenen Bestimmung zu prüfen.

B.10. Im Gegensatz zu dem, was die klagenden Parteien in Bezug auf das Verbot eugenischer Praktiken anführen zielt die angefochtene Bestimmung weder darauf ab, einen Schwangerschaftsabbruch zu fördern, noch ihn verpflichtend zu machen. Sie bezweckt auch nicht, ein System der Selektion menschlicher Wesen zu organisieren.

Die angefochtene Bestimmung ermöglicht es lediglich einer Schwangeren, individuell zu entscheiden, ob sie ihre Schwangerschaft beendet oder nicht, wenn feststeht, dass das ungeborene Kind an einer besonders schweren und zum Zeitpunkt der pränatalen Diagnose als unheilbar anerkannten Erkrankung leiden würde.

B.11. Der zweite Klagegrund ist unbegründet.

*In Bezug auf den dritten Klagegrund*

B.12. Der dritte Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 19 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 9 der Europäischen Menschenrechtskonvention.

Die klagenden Parteien bemängeln im Wesentlichen, dass der angefochtene Artikel 2 Nr. 7 das Recht auf Gewissensfreiheit der Ärzte verletzen würde, insofern er sie verpflichte, mittelbar an einem Schwangerschaftsabbruch mitzuwirken.

B.13. Artikel 19 der Verfassung bestimmt:

« Die Freiheit der Kulte, diejenige ihrer öffentlichen Ausübung sowie die Freiheit, zu allem seine Ansichten kundzutun, werden gewährleistet, unbeschadet der Ahndung der bei der Ausübung dieser Freiheiten begangenen Delikte ».

Artikel 9 der Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

« (1) Jedermann hat Anspruch auf Gedankens-, Gewissens- und Religionsfreiheit; dieses Recht umfasst die Freiheit des einzelnen zum Wechsel der Religion oder der Weltanschauung sowie die Freiheit, seine Religion oder Weltanschauung einzeln oder in Gemeinschaft mit anderen öffentlich oder privat, durch Gottesdienst, Unterricht, durch die Ausübung und Beachtung religiöser Gebräuche auszuüben.

(2) Die Religions- und Bekenntnisfreiheit darf nicht Gegenstand anderer als vom Gesetz vorgesehener Beschränkungen sein, die in einer demokratischen Gesellschaft notwendige Maßnahmen im Interesse der öffentlichen Sicherheit, der öffentlichen Ordnung, Gesundheit und Moral oder für den Schutz der Rechte und Freiheiten anderer sind ».

B.14.1. Zunächst ist anzumerken, dass Artikel 2 Nr. 7 des angefochtenen Gesetzes bestimmt, dass « kein Arzt, kein Krankenpfleger und keine Krankenpflegerin und keine Pflegehilfskraft [...] gezwungen werden [kann], sich an einem Schwangerschaftsabbruch zu beteiligen ».

B.14.2. Indem der Gesetzgeber vorgesehen hat, dass der Arzt in dem Fall, dass er einen Schwangerschaftsabbruch nicht vornehmen möchte, die Frau, die ihn um den Eingriff bittet, von seiner Weigerung in Kenntnis setzen muss und ihr sodann die Kontaktdaten eines anderen Arztes geben muss, an den sie sich wenden könnte, hat der Gesetzgeber das Recht dieser Frau respektiert, wenn sie es wünscht, einen ohne Risiko in einem sicheren medizinischen Bereich vorgenommenen Schwangerschaftsabbruch zu verlangen. Dadurch entspricht die angefochtene Bestimmung auch einer legitimen Zielsetzung der öffentlichen Gesundheit.

In den Vorarbeiten heißt es:

« S’agissant de la clause de conscience, le principe de base est que nul ne peut être contraint de procéder à une interruption de grossesse si cet acte va à l’encontre de sa conscience. [...] À l’heure actuelle, il existe plusieurs documents juridiques, comme le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), qui soulignent l’importance d’une mise en balance minutieuse entre le respect de la clause de conscience, d’une part, et la garantie de la liberté de choix individuelle, d’autre part » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2017-2018, DOC 54-3216/003, SS. 50-51).

« L’obligation pour le médecin objecteur de conscience de référer la patiente vers un collègue procède de la logique-même. La loi ne peut obliger personne à pratiquer un avortement, mais il importe, dans l’intérêt de la patiente, que celle-ci soit effectivement redirigée vers un autre praticien. Empêcher une femme d’avoir accès à une IVG sera désormais passible de sanctions » (ebenda, S. 27).

« L’objection de conscience du médecin ou du personnel soignant doit être respectée mais elle ne peut pas conduire à empêcher une femme d’interrompre sa grossesse dans les conditions légales. Il est dès lors important que le médecin qui refuse de pratiquer une IVG transmette à la femme les données de collègues susceptibles de la pratiquer » (ebenda, S. 29).

B.14.3. Daraus ergibt sich, dass der Gesetzgeber mit der angefochtenen Bestimmung die Gewissensfreiheit des Arztes respektieren wollte, ohne das Recht der Frau, bei der die gesetzlich festgelegten Bedingungen vorliegen, auf medizinische Betreuung in Frage zu stellen. Der Gesetzgeber konnte vernünftigerweise verlangen, dass derjenige, der die Absicht hat, sich zu weigern, einen Schwangerschaftsabbruch vorzunehmen, dies unverzüglich sagt und verpflichtet ist, die zweckdienlichen Informationen weiterzugeben, die es ermöglichen, einen Schwangerschaftsabbruch mit einer guten medizinischen Betreuung vornehmen zu lassen. Diese Verpflichtung ist legitim, notwendig und steht im Verhältnis zur Zielsetzung des angefochtenen Gesetzes. Sie respektiert die Gewissensfreiheit des Arztes und seine

Entscheidung, Schwangerschaftsabbrüche nicht vorzunehmen, und sie respektiert dabei zugleich die Rechte der Frau.

B.15. Der dritte Klagegrund ist unbegründet.

*In Bezug auf den vierten Klagegrund*

B.16. Der vierte Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention und gegen Artikel 19 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 9 der Europäischen Menschenrechtskonvention.

Die klagenden Parteien bemängeln, dass in Artikel 2 Nr. 7 des angefochtenen Gesetzes Apotheker nicht erwähnt sind, obgleich Abtreibungen zu Beginn der Schwangerschaft mithilfe von Arzneimitteln vorgenommen werden. Daraus ergebe sich eine Diskriminierung zwischen den in dieser Bestimmung erwähnten Ärzten und Pflegehilfskräften, die die Möglichkeit hätten, sich zu weigern, eine Abtreibung vorzunehmen oder daran mitzuwirken, und den Apothekern, die nicht über diese Möglichkeit verfügen würden.

B.17. Auch wenn die erste von den klagenden Parteien erwähnte Kategorie die medizinische Handlung, die ein Schwangerschaftsabbruch darstellt, tatsächlich vornehmen muss, was bei den Apothekern nicht der Fall ist, genügt die Feststellung, dass deren Gewissensfreiheit nicht durch eine Gesetzesbestimmung beeinträchtigt wird, die sich nicht auf sie bezieht und sie somit im Rahmen des angefochtenen Gesetzes zu keiner Verpflichtung zwingt.

Im Übrigen gewährleistet Artikel 35 des Kodex der pharmazeutischen Berufspflichten eine Gewissensklausel für Apotheker, die aus diesem Grund einem Patienten ein Arzneimittel nicht abgeben können. Diese Bestimmung sieht jedoch die Pflicht des Apothekers vor, den Patienten über die Apotheke zu informieren, in der ihm dieses Arzneimittel abgegeben wird.

B.18. Der vierte Klagegrund ist unbegründet.

*In Bezug auf den fünften Klagegrund*

B.19. Der fünfte Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11, 12 Absatz 2 und 19 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 7 Absatz 1 und 10 der Europäischen Menschenrechtskonvention.

Die klagenden Parteien beanstanden im Wesentlichen, dass Artikel 3 Absatz 2 des angefochtenen Gesetzes denjenigen strafrechtlich belangt, der versucht, eine schwangere Frau von ihrem Vorhaben, einen Schwangerschaftsabbruch vornehmen zu lassen, abzubringen, wobei die angefochtene Bestimmung nicht dem Erfordernis der Präzision, der Klarheit und der Rechtssicherheit genügen würde, das vom Legalitätsprinzip in Strafsachen vorgeschrieben sei.

B.20.1. Artikel 12 Absatz 2 der Verfassung bestimmt:

« Niemand darf verfolgt werden, es sei denn in den durch Gesetz bestimmten Fällen und in der dort vorgeschriebenen Form ».

Artikel 7 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

« Niemand kann wegen einer Handlung oder Unterlassung verurteilt werden, die zur Zeit ihrer Begehung nach inländischem oder internationalem Recht nicht strafbar war. Ebenso darf keine höhere Strafe als die im Zeitpunkt der Begehung der strafbaren Handlung angedrohte Strafe verhängt werden ».

B.20.2. Indem er der gesetzgebenden Gewalt die Befugnis verleiht, die Fälle zu bestimmen, in denen eine Strafverfolgung möglich ist, gewährleistet Artikel 12 Absatz 2 der Verfassung jedem Rechtsunterworfenen, dass kein Verhalten strafbar ist, außer aufgrund von Regeln, die durch eine demokratisch gewählte beratende Versammlung angenommen wurden.

Übrigens beruht das aus der vorerwähnten Verfassungsbestimmung und der vorerwähnten internationalen Bestimmung hervorgehende Legalitätsprinzip in Strafsachen auf dem Gedanken, dass das Strafgesetz so formuliert sein muss, dass jeder zu dem Zeitpunkt, wo er ein Verhalten annimmt, wissen kann, ob dieses strafbar ist oder nicht. Es erfordert, dass der Gesetzgeber in ausreichend präzisen, klaren und Rechtssicherheit bietenden Formulierungen angibt, welche Handlungen bestraft werden, damit einerseits derjenige, der ein Verhalten

annimmt, vorher in ausreichender Weise beurteilen kann, welche strafrechtlichen Folgen dieses Verhalten haben wird, und damit andererseits dem Richter keine zu große Ermessensbefugnis überlassen wird.

Das Legalitätsprinzip in Strafsachen verhindert jedoch nicht, dass das Gesetz dem Richter eine Ermessensbefugnis gewährt. Man muss nämlich der allgemeinen Beschaffenheit der Gesetze, der Verschiedenartigkeit der Situationen, auf die sie Anwendung finden, und der Entwicklung der durch sie geahndeten Verhaltensweisen Rechnung tragen.

Die Bedingung, dass eine Straftat durch das Gesetz klar definiert sein muss, ist erfüllt, wenn der Rechtsunterworfene anhand der Formulierung der relevanten Bestimmung und gegebenenfalls mit Hilfe ihrer Auslegung durch die Rechtsprechungsorgane wissen kann, durch welche Handlungen und Unterlassungen er strafrechtlich haftbar wird.

Erst durch die Prüfung einer spezifischen Strafbestimmung ist es möglich, unter Berücksichtigung der jeweiligen Elemente der dadurch zu ahndenden Straftaten festzustellen, ob die vom Gesetzgeber verwendete allgemeine Formulierung derart ungenau ist, dass sie das Legalitätsprinzip in Strafsachen missachten würde.

B.21. Im Gegensatz zu dem, was die klagenden Parteien anführen, bestraft der angefochtene Artikel 3 Absatz 2 die Person, die versucht, eine Frau davon abzubringen, einen Schwangerschaftsabbruch vornehmen zu lassen, nicht. Er bestraft nur die Person, die eine Frau physisch am Zugang zu einer Pflegeeinrichtung, die Schwangerschaftsabbrüche vornimmt, hindert. In den Vorarbeiten heißt es:

« La proposition de loi prévoit également de sanctionner la personne qui tente physiquement d'empêcher une femme d'accéder à un établissement de soins pratiquant des interruptions volontaires de grossesse » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2017-2018, DOC 54-3216/001, S. 4).

« Il devient même punissable d'empêcher la femme de se rendre à l'endroit où un avortement peut être réalisé légalement. Ce qui constituait une infraction auparavant devient une faveur » (*Ann.*, Kammer, 2017-2018, 4. Oktober 2018, S. 71).

Daraus ergibt sich, dass die klagenden Parteien der angefochtenen Bestimmung eine Tragweite zuweisen, die sie offensichtlich nicht hat, und sie entgegen ihrem Wortlaut auslegen, wie er in den Vorarbeiten erläutert ist.

B.22. Der fünfte Klagegrund ist unbegründet.

*In Bezug auf den sechsten Klagegrund*

B.23. Der sechste Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 23 Absatz 1 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 2 der Europäischen Menschenrechtskonvention.

Die klagenden Parteien führen an, dass die Aufhebung des Werbeverbots für Abtreibungsmethoden durch Artikel 7 des angefochtenen Gesetzes gegen das Recht auf Leben verstoße. Sie sind der Auffassung, dass diese Abschaffung in der Folge dazu beitragen würde, die Abtreibung zu banalisieren und zu kommerzialisieren, und den gesetzlichen Schutz des Lebens des ungeborenen Kindes verringern würde.

B.24. Die klagenden Parteien legen nicht dar, in welcher Weise die Abschaffung des Werbeverbots für schwangerschaftsunterbrechende Arzneimittel eine unmittelbare Auswirkung auf das Recht auf Leben des ungeborenen Kindes - sofern es denn anerkannt wäre – haben könnte. Sie weisen auch nicht nach, in welcher Weise die Aufrechterhaltung dieses Verbots die Folge hätte, dass die Vornahme von freiwilligen Schwangerschaftsabbrüchen begrenzt würde.

Die Aufhebung des Werbeverbots für schwangerschaftsunterbrechende Arzneimittel verfolgt das Ziel, den Frauen fundierte Informationen bereitzustellen sowie es ihnen zu ermöglichen, eine qualitativ gute Betreuung zu erhalten. Diese Aufhebung beruht somit auf einem Informationsbedarf und nicht auf der Absicht, Werbung für Arzneimittel im kommerziellen und geschäftsfördernden Sinne des Begriffes zu machen.

Es ist schließlich anzumerken, dass Werbung für pharmazeutische Produkte im Gesetz vom 25. März 1964 « über Arzneimittel » und im königlichen Erlass vom 7. April 1995 « über die Aufklärung und Werbung in Bezug auf Humanarzneimittel » geregelt ist.

B.25. Der sechste Klagegrund ist unbegründet.

*In Bezug auf den siebten Klagegrund*

B.26. Der siebte Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 23 Absatz 1 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 2 der Europäischen Menschenrechtskonvention.

Die klagenden Parteien bringen diesen Klagegrund äußerst hilfsweise vor, wenn der Gerichtshof den ersten Klagegrund zurückweisen sollte.

Sie führen an, dass der Gesetzgeber durch das angefochtene Gesetz das vom Gesetz vom 3. April 1990 « über den Schwangerschaftsabbruch, zur Abänderung der Artikel 348, 350, 351 und 352 des Strafgesetzbuches und zur Aufhebung von Artikel 353 desselben Gesetzbuches » eingeführte gerechte Gleichgewicht zwischen dem Recht auf Leben des ungeborenen Kindes und dem Selbstbestimmungsrecht der Frau zerstört habe.

Die klagenden Parteien bemängeln insbesondere die Streichung der gesetzlichen Bedingung der « Notlage » der Schwangeren, die zuvor nach Artikel 350 des Strafgesetzbuches erforderlich war. Sie beanstanden auch, dass das Gesetz denjenigen bestraft, der eine Frau « versucht, davon zu überzeugen », auf ihr Vorhaben zu verzichten, und schließlich bemängeln sie die Abschaffung des Werbeverbots für schwangerschaftsunterbrechende Arzneimittel.

B.27.1. Mit ihrem Urteil *A, B und C gegen Irland* vom 16. Dezember 2010 hat die Große Kammer des Europäischen Gerichtshofs für Menschenrechte geurteilt:

« 212. La Cour observe que la notion de ‘ vie privée ’ au sens de l’article 8 de la Convention est une notion large, qui englobe notamment le droit à l’autonomie personnelle et

le droit au développement personnel (*Pretty*, précité, § 61). Elle recouvre des éléments tels que, par exemple, l'identification sexuelle, l'orientation sexuelle et la vie sexuelle (voir, par exemple, *Dudgeon* c. Royaume-Uni, 22 octobre 1981, § 41, série A n° 45, et *Laskey, Jaggard et Brown* c. Royaume-Uni, 19 février 1997, § 36, *Recueil* 1997-I), l'intégrité physique et morale de la personne (*Tysiác*, précité, § 107), ainsi que le droit au respect des décisions de devenir ou de ne pas devenir parent, notamment au sens génétique du terme (*Evans*, précité, § 71).

213. Se référant à la jurisprudence de l'ancienne Commission, la Cour a conclu dans des affaires précédentes que la législation relative à l'interruption de grossesse touchait au domaine de la vie privée de la femme enceinte. Elle a souligné que l'article 8 § 1 ne pouvait s'interpréter comme signifiant que la grossesse et son interruption relèvent exclusivement de la vie privée de la future mère, la vie privée d'une femme enceinte devenant étroitement associée au fœtus qui se développe. Elle considère que le droit de la femme enceinte au respect de sa vie privée devrait se mesurer à l'aune d'autres droits et libertés concurrents, y compris ceux de l'enfant à naître (*Tysiác*, précité, § 106, et *Vo*, précité, §§ 76, 80 et 82) » (EuGHMR, Große Kammer, 16. Dezember 2010, *A, B und C gegen Irland*, §§ 212-213).

B.27.2. In den Vorarbeiten heißt es:

« L'avortement ne doit plus relever des ‘ crimes contre l'ordre des familles et la morale publique ’ mais de la protection de la personne. L'avortement ne doit plus être considéré comme une ‘ infraction sauf exception ’ » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2017-2018, DOC 54-3216/001, S. 4).

« Une nouvelle étape importante pourra être franchie, après tant d'années, dans la dépénalisation de l'avortement : le droit à l'avortement devient un fait, moyennant le respect de certaines conditions. Il convient en effet d'éviter l'apparition de dérives et de respecter les équilibres entre, d'une part, le droit incontestable des femmes à disposer de leur propre corps et la liberté de décider du moment d'être mère, et d'autre part, la dimension éthique.

La proposition de loi représente une grande avancée pour toutes les femmes qui choisiront un jour de recourir à l'avortement. Elle garantit également que cette décision difficile, qui n'est jamais prise à la légère, ne soit plus synonyme d'indice de culpabilité » (ebenda, DOC 54-3216/003, S. 14).

« Le fait de sortir l'avortement du droit pénal signifie que l'on respecte la dignité et l'autonomie des femmes, et que l'interruption de la grossesse est un droit de la femme. [...] grâce à la suppression de l'exigence de la démonstration d'une situation de détresse, les femmes ne devront plus se justifier. Il s'agit là aussi d'une plus grande reconnaissance de la liberté de choix individuelle » (ebenda, S. 26).

« [La] proposition [...] réalise un bel équilibre entre la protection de l'enfant à naître et [...] la vie et la protection de la femme [...]. Grâce à la proposition [...], les femmes seront moins stigmatisées. Par ailleurs, la proposition de loi ne banalise pas non plus l'avortement. Celui-ci est retiré du Code pénal mais les sanctions pénales sont maintenues. Si les conditions

ne sont pas remplies, l'avortement reste donc passible de sanctions pénales » (ebenda, SS. 29-30).

B.27.3. Der Gesetzgeber hat mit dem angefochtenen Gesetz ein Gleichgewicht zwischen einerseits den Grundrechten der Schwangeren und andererseits den ethischen Belangen, die ein Staat gewährleisten muss, angestrebt.

B.27.4. Die Streichung der gesetzlichen Bedingung der « Notlage » wurde mit dem Umstand gerechtfertigt, dass dieses Element nicht objektiv sei und dass es der Frau nicht helfe, ihre Entscheidung zu treffen und über ihre Entscheidung nachzudenken.

In ihrem Gutachten L.19.407/9 vom 27. Oktober 1989 zu einem anderen Gesetzesvorschlag über den Schwangerschaftsabbruch hat die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats angemerkt:

« Il convient, dès lors, de supprimer, dans les textes précités de la proposition, la notion de ‘ situation ou état de détresse ’ qui, faute de pouvoir être définie de manière précise et objective, n’a aucune portée juridique ».

Der Gesetzgeber hat diesen Begriff daher gestrichen, um ihn allein durch den bewussten und inneren Willen der Frau zu ersetzen, die einen Schwangerschaftsabbruch vornehmen lassen möchte.

An mehreren Stellen der Vorarbeiten sind die Gründe, aus denen diese Bedingung gestrichen wurde, erwähnt und insbesondere:

« Tout comme les auteurs de chacune de ces six propositions présentées par des partis politiques, dont [l’orateur] a connaissance, il estime que la notion d’‘ état de détresse ’ doit être supprimée et remplacée par le constat de la détermination de la femme à vouloir, en l’absence de toute pression extérieure exercée sur elle, mettre fin à sa grossesse ».

« L’orateur plaide pour que la notion d’‘ état de détresse ’ ne soit plus utilisée, car elle n’est pas quantifiable ».

« *La notion d’‘ état de détresse ’ doit être supprimée et remplacée par celle de ‘ parenté responsable ’* »

— La notion d’‘ état de détresse ’ est très imprécise sous l’angle juridique, est paternaliste et attise un sentiment de culpabilité ».

« La notion d'état de détresse évoquée dans la loi de 1990 comme critère de décision pour une IVG est à la fois vague et subjective. La détresse est un continuum allant d'un sentiment de vulnérabilité, de tristesse, de peur, jusqu'à des signes plus graves comme une anxiété, des attaques de panique ou une dépression. Cette notion fait aussi appel à une notion très paternaliste. Il convient dès lors de supprimer l'état de détresse » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2017-2018, DOC 54-3216/003, beziehungsweise, SS. 53, 74, 85 und 126-127).

B.27.5. In Bezug auf die Strafe, die im Fall der Behinderung des Zugangs zu einer Einrichtung, die Schwangerschaftsabbrüche vornimmt, anwendbar ist, ist der Klagegrund aus den in B.21 erwähnten Gründen unbegründet.

B.27.6. Insoweit er sich auf die Abschaffung des Werbeverbots für schwangerschaftsunterbrechende Arzneimittel bezieht, ist der Klagegrund aus den in B.24 erwähnten Gründen unbegründet.

B.28. Der siebte Klagegrund ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

weist die Klage zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 24. September 2020.

Der Kanzler,

Der Präsident,

P.-Y. Dutilleux

F. Daoût